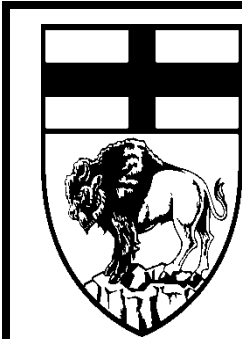


Mercredi 23 novembre 2022



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

FEUILLETON

N° 7

ET AVIS

CINQUIÈME SESSION, QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE ET RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES

TREIZE HEURES TRENTE

AFFAIRES COURANTES

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le *ministre* GOERTZEN

(N° 7) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools, des jeux et du cannabis/The Liquor, Gaming and Cannabis Control Amendment Act*

M. MOSES

(N° 208) — *Loi sur la protection des jeunes sportifs/The Protecting Youth in Sports Act*

M. SALA

(N° 209) — *Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Manitoba (référendum applicable à la privatisation des filiales)/The Manitoba Hydro Amendment Act (Referendum Before Privatization of Subsidiary)*

RAPPORTS DE COMITÉS

DÉPÔT DE RAPPORTS

DÉCLARATIONS DE MINISTRE

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ

QUESTIONS ORALES

PÉTITIONS

M. ALTOMARE

M. BRAR

M. GERRARD

M^{me} LATHLIN

T. LINDSEY
M. MALOWAY
M^{me} MARCELINO
M. MOSES
M. REDHEAD
M. SALA
M. SANDHU
M^{me} SMITH (Point Douglas)

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

REPRISE DU DÉBAT (cinquième jour)

M. GUENTER

Que soit présentée à la lieutenant-gouverneure l'adresse suivante :

Nous, députés à l'Assemblée législative du Manitoba, vous remercions bien humblement du discours que vous avez prononcé à l'ouverture de la cinquième session de la quarante-deuxième législature du Manitoba.

Motion d'amendement de M. KINEW

Il est proposé que la motion soit amendée par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

Cependant, l'Assemblée déplore que le gouvernement provincial :

- a) ait démontré aux Manitobains que la première ministre poursuit le programme de l'ancien premier ministre Brian Pallister consistant à effectuer des coupes dans les soins de santé et à les privatiser tout en envoyant des chèques aux milliardaires;
- b) ait refusé d'annuler ses coupes dans notre système de santé public et qu'il cherche plutôt à le privatiser davantage, ce qui place la province sur la voie menant à un système de soins de santé coûteux et inéquitable à deux vitesses comme celui des États-Unis;
- c) n'ait pas fait face à la crise actuelle qui touche le système de soins de santé au Manitoba et qui met à rude épreuve les travailleurs de la santé de première ligne et les patients qui attendent en souffrant dans les salles d'urgence, particulièrement dans les établissements pédiatriques comme l'Hôpital pour enfants du Centre des sciences de la santé;
- d) ait continué à réduire les services de soins de santé et de santé mentale dans le Nord;
- e) n'ait pas pourvu le grand nombre de postes vacants dans les maisons de retraite afin que les personnes âgées et les Manitobains les plus vulnérables aient accès à des soins de qualité en temps opportun;

- f) ait refusé d'ordonner la tenue d'une enquête publique indépendante au sujet de sa réponse face à la pandémie, enquête qui lui aurait permis d'apprendre de ses erreurs et de rectifier le tir dans le but d'améliorer la vie des familles manitobaines et de renforcer le système de soins de santé;
- g) ait continué à réduire le financement alloué à l'éducation primaire et secondaire et à ne pas prévoir le financement nécessaire, alors que le nombre d'élèves en classe continue à augmenter, et qu'il n'ait offert aucun plan concret pour le soutien de l'éducation des adultes;
- h) ait refusé de faire face à la crise des dépendances puisqu'il n'accorde pas de financement aux initiatives visant la réduction des méfaits, notamment la mise en place de centres de consommation supervisés;
- i) ait continué à faire des déclarations trompeuses sur les centres de consommation supervisés en mentionnant des centres en Californie qui n'existent même pas;
- j) ait refusé de faire face à la crise du logement en ne construisant pas de logements sociaux abordables avec services de soutien;
- k) ait omis d'agir en vue d'améliorer l'accès aux services de santé mentale dans la province, particulièrement pour les jeunes et les enfants ainsi que les personnes qui vivent dans des collectivités éloignées ou rurales, de même que l'accès à de l'aide pour les enfants sous la tutelle des services à l'enfant et à la famille;
- l) n'ait pas pris de mesures pour faire face à l'épidémie de femmes, de filles et de personnes bispirituelles autochtones disparues et assassinées et qu'il n'ait pas offert de mesures de soutien concrètes pour prévenir la violence familiale et aider les personnes qui fuient cette violence;
- m) n'ait présenté aucun plan détaillant la façon dont le gouvernement provincial compte réduire le nombre d'enfants placés sous la tutelle des services à l'enfant et à la famille et aider les personnes qui ne sont plus sous la garde de ces services;
- n) ait continué à provoquer la hausse du coût de la vie du Manitobain moyen en augmentant le fardeau fiscal des locataires, en éliminant des services, en haussant les tarifs d'Hydro Manitoba, en s'en prenant aux travailleurs et en augmentant le prix des biens essentiels vendus dans les épiceries, tout en n'accordant aucun soutien aux producteurs;
- o) ait refusé d'appuyer les travailleurs puisqu'il a gelé leurs salaires et qu'il a nui aux travailleurs de la fonction publique en laissant des postes vacants dans d'importants secteurs comme celui de la sécurité routière et des soins de santé;
- p) ait continué à s'attaquer au droit à la négociation collective dans la province alors qu'il n'a ni prévu de jours de congés de maladie payés ni mis en œuvre de mesures de soutien de la santé et de la sécurité pour les travailleurs manitobains qui auraient permis de garantir qu'ils demeurent en santé et en sécurité au travail;
- q) ait refusé de prendre des mesures concrètes pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones du Manitoba, puisqu'il a manqué une fois de plus à ses obligations légales et qu'il n'a réalisé aucun progrès dans la réparation des préjudices résultant des commentaires blessants de l'ancien premier ministre Brian Pallister;

- r) ait refusé d'augmenter le financement accordé aux municipalités comme Brandon, Dauphin, Selkirk, Gimli, Thompson et Flin Flon, ce qui signifie que ces municipalités voient leur budget gelé pour la septième année consécutive;
- s) n'ait pas pris de mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques et qu'il va de l'avant avec un plan pour la privatisation des parcs provinciaux;
- t) n'ait pas mentionné que la province n'avait pas réussi à entamer le projet des canaux de déversement du lac Manitoba et du lac St. Martin, tout en accordant aux projets d'infrastructure, comme l'entretien et la réfection des routes, un financement qui est — de plusieurs millions de dollars — inférieur aux besoins et en n'embauchant pas assez de personnel affecté aux services de déblaiement des routes, particulièrement dans les collectivités du nord du Manitoba;
- u) ait continué à s'en prendre aux étudiants et aux établissements postsecondaires puisqu'il va de l'avant avec son plan consistant à réduire le financement des universités et des collèges tout en augmentant les frais de scolarité et en n'offrant aucun soutien aux services d'enseignement de l'anglais langue seconde aux nouveaux arrivants et aux réfugiés;
- v) n'ait offert aucune vision pour appuyer la population du Nord, alors que le gouvernement provincial continue à réduire les mesures essentielles de soutien aux entreprises qui lui étaient destinées;
- w) n'ait offert aucune aide aux producteurs qui font face à des coûts élevés de production et à d'autres défis pendant cette crise liée au coût de la vie;
- x) n'ait pas appuyé les services en langue française au Manitoba;
- y) n'ait pas appuyé une disponibilité accrue des services à large bande dans les collectivités rurales et du Nord;
- z) n'ait pas mentionné la façon dont le gouvernement provincial compte favoriser l'équité pour tous les Manitobains, en particulier les personnes de couleurs, les femmes, les Autochtones ainsi que les personnes appartenant à des groupes en quête d'équité;
- aa) n'ait pas pourvu des postes importants au sein du ministère de la Justice, comme des postes de procureur de la Couronne, à divers endroits de la province;
- bb) n'ait pas mis en œuvre un plan exhaustif pour appuyer les personnes handicapées pendant la crise actuelle du coût de la vie,

et que le gouvernement provincial ait par conséquent, et en raison de ses nombreux autres échecs, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

Motion de sous-amendement de M. LAMONT :

Il est proposé que la motion d'amendement soit amendée par adjonction, après l'alinéa bb), de ce qui suit :

- cc) n'ait absolument pas reconnu que la pandémie de la COVID n'est pas encore terminée et que pour bon nombre de personnes, de commerces et d'organismes, la vie et le travail au quotidien sont plus difficiles maintenant qu'ils ne l'ont été à tout autre moment de la pandémie;

- dd) n'ait pas assumé sa responsabilité dans la crise du système de soins de santé qu'il a lui-même créée en sabrant et en gelant les dépenses de santé réelles et en forçant des cliniques à fermer;
- ee) ne se soit pas engagé à assurer l'équité relativement au financement fédéral de la santé consacré au Transfert canadien en matière de santé, alors que le financement de la santé au Manitoba serait immédiatement amélioré si la formule de calcul était fondée sur les besoins plutôt que sur le revenu brut par habitant, cette formule actuelle étant foncièrement injuste;
- ff) ne se soit pas engagé à assumer la responsabilité et à rendre des comptes quant aux fonds de santé fédéraux alloués à la santé mentale et aux aînés et qu'il ait plutôt exigé que d'autres lui donnent de l'argent sans qu'il n'ait besoin de rendre de comptes;
- gg) ne se soit pas excusé auprès du personnel infirmier alors que son refus d'entendre les demandes du syndicat des infirmiers et des infirmières du Manitoba voulant qu'il soit mis fin aux heures supplémentaires obligatoires et qu'un soutien en cas d'épuisement professionnel soit fourni au personnel infirmier et aux autres travailleurs de la santé a imposé des conditions de travail inhumaines au personnel infirmier et l'entraîne à quitter notre système de santé;
- hh) n'ait pas maintenu ni accru le nombre de patients que les hôpitaux peuvent traiter, ce qui a engendré une grave pénurie de lits et des temps d'attente excessivement longs qui ont à leur tour retardé les soins médicaux et les opérations d'un nombre croissant de patients;
- ii) n'ait pas présenté de plan en vue d'augmenter le nombre de médecins de famille et de spécialistes au Manitoba alors que la province se place au premier et au troisième rang respectivement des effectifs les plus bas au pays;
- jj) n'ait pas développé une stratégie détaillée de maintien de l'effectif visant à garantir une prestation de soins de santé équitable dans les régions rurales et du Nord;
- kk) n'ait pas rétabli l'accès des étudiants internationaux à une assurance-maladie complète et appropriée ni reconnu que l'inflation a des conséquences encore plus lourdes sur le coût de la vie des étudiants;
- ll) n'ait pas présenté de stratégie détaillée visant à faire face au diabète au Manitoba, notamment en ne prévoyant pas la prise en charge des pompes à insuline et des appareils de surveillance du glucose en continu pour tous les Manitobains, peu importe leur âge, et en ne mettant pas en place les stratégies proposées dans le cadre de l'initiative Diabète 360° de Diabète Canada;
- mm) n'ait pas lancé de campagne de sensibilisation ni de sessions d'information sur la prévention du diabète et sur les complications inhérentes à la maladie, particulièrement auprès des communautés autochtones et des populations vulnérables;
- nn) n'ait pas garanti un accès équitable aux services de dialyse dans les régions rurales du Manitoba;
- oo) n'ait pas ajouté au régime d'assurance-maladie de Santé Manitoba le traitement médical de la perte auditive et qu'il n'ait pas offert à tous ceux qui en ont besoin, et particulièrement aux aînés âgés de 65 ans ou plus, une couverture basée sur le revenu;
- pp) n'ait pas fourni une couverture pour les soins dentaires aux aînés qui ne peuvent souscrire à une assurance privée sans devoir sacrifier leurs besoins de base;

- qq) n'ait pris aucune mesure visant à créer un poste de protecteur des aînés indépendant et apolitique qui assisterait dans l'élaboration de politiques et de recommandations relatives à des problèmes que les gouvernements précédents ont ignorés pendant des décennies;
- rr) n'ait pas formulé de stratégie visant à améliorer l'autonomie économique du Manitoba et qu'il ait plutôt concentré ses efforts à faire de l'économie manitobaine une « économie de succursales » où les Manitobains travailleront d'arrache-pied pour des propriétaires et des actionnaires et où les profits seront hors province;
- ss) n'ait pas créé un fonds de capital-risque indépendant de toute affiliation politique et accessible à tous les Manitobains;
- tt) n'ait pris aucune mesure judiciaire ou autre contre les gangs afin de réellement réduire le crime et qu'il ait ignoré les mesures d'interventions qui se sont déjà révélées efficaces comme la prévention, les comités de justice pour la jeunesse et les interventions communautaires, notamment offrir des espaces sécuritaires pour les jeunes et des solutions de rechange positives dans les domaines des loisirs et de l'emploi;
- uu) n'ait pas ordonné la tenue d'enquêtes sur la construction du quartier général de la police de Winnipeg malgré les nombreuses demandes en ce sens et la preuve que des pots-de-vin et d'autres activités illégales ont eu lieu;
- vv) n'ait pas ordonné la tenue d'une enquête publique au sujet de Peter Nygard, qui est actuellement en attente de procès pour plusieurs affaires d'agression sexuelle et d'attaques sur des femmes et des filles mineures au Manitoba et à l'extérieur de la province, y compris des femmes autochtones;
- ww) n'ait pas veillé à ce que les municipalités disposent d'un financement suffisant pour financer les services communautaires et les espaces sécuritaires qui permettent d'aider les gens à rester sur le droit chemin;
- xx) n'ait pas protégé la province de la vulnérabilité qui découle de sa dépendance aux transferts du gouvernement fédéral et qu'il n'ait pas consolidé les sources de revenus du Manitoba en vue de financer les programmes et services de base;
- yy) n'ait pas protégé les contribuables du fait qu'il a introduit des mesures visant à affaiblir la Régie des services publics et à autoriser une ingérence politique dans les affaires de cette dernière, ce qui se traduira par une augmentation considérable et irresponsable des tarifs d'Hydro-Manitoba;
- zz) n'ait pas adopté un modèle équitable pour le remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation et que le modèle actuel ait permis à de riches propriétaires fonciers de recevoir d'énormes chèques pendant que les Manitobains aux plus faibles revenus s'appauvrissent;
- aaa) n'ait pas reconnu les conséquences de l'augmentation du coût de la vie pour les Manitobains les plus vulnérables et n'ait pas répondu aux besoins de base de ces Manitobains, en particulier les aînés, les familles avec des enfants et les personnes ayant un handicap;
- bbb) n'ait pas protégé les femmes et les enfants qui fuient la violence familiale et qu'il ait réduit ou gelé les ressources destinées à soutenir les victimes, notamment les refuges pour les femmes, les maisons d'hébergement de deuxième étape, les lignes d'écoute téléphonique pour personnes en quête d'un refuge et les programmes spécialisés;

- ccc) n'ait pas veillé à ce que les enfants qui cessent de bénéficier des services à l'enfant et à la famille en raison de leur âge et ceux qui ont des troubles de l'apprentissage, un trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité ou une forme d'autisme obtiennent le soutien dont ils ont besoin dès qu'ils sont majeurs;
- ddd) ne se soit pas engagé à restituer les 338 millions de dollars que les gouvernements successifs du Parti progressiste-conservateur et du Nouveau Parti démocratique ont saisis illégalement à des enfants des Premières Nations pris en charge par les services à l'enfant et à la famille entre 2006 et 2019 et à reconnaître que ce geste constituerait une étape importante dans son processus de réconciliation;
- eee) n'ait pas veillé à mettre à la disposition des personnes ayant recours au traitement par agonistes aux opioïdes une prise en charge complète et universelle et à permettre aux personnes qui ne sont pas assurées d'obtenir rapidement un traitement pour les dépendances aux opioïdes;
- fff) n'ait pas efficacement soutenu la transition vers les véhicules électriques au Manitoba, qu'il n'ait pas assez investi pour assurer la disponibilité de bornes de recharge électriques dans tout le Manitoba et qu'il n'ait pas suffisamment soutenu l'achat de véhicules électriques;
- ggg) n'ait fait aucune mention de l'importance de préserver la qualité des eaux souterraines dans le sud-est du Manitoba;
- hhh) n'ait proposé aucune stratégie visant à réduire l'utilisation des pesticides et des herbicides au Manitoba;
- iii) ne se soit pas engagé à soutenir l'immigration de l'Afghanistan vers le Manitoba en vue d'aider ceux dont la vie est menacée dans leur pays d'origine et de faire face à la pénurie de travailleurs qualifiés au Manitoba;
- jjj) n'ait présenté, dans le discours du trône, aucune stratégie visant à faire avancer le processus de réconciliation.

(M. MOSES — 7 minutes)

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

M. le *ministre* HELWER

(N^o 3) — *Loi modifiant la Loi sur les statistiques de l'état civil (forme du nom)/The Vital Statistics Amendment Act (Name Registration)*

(Période des questions — 10 minutes)

DEUXIÈME LECTURE

M^{me} la *ministre* CLARKE

(N^o 2) — *Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire/The Official Time Amendment Act*

M. le *ministre* GOERTZEN

(N° 5) — *Loi sur la dévolution de la Couronne (modification de diverses lois)/The Demise of the Crown Act (Various Acts Amended)*

M. le *ministre* GOERTZEN

(N° 6) — *Loi modifiant la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*

FEUILLETON DES AVIS

AVIS DE MOTIONS POUR JEUDI

M. le *ministre* WHARTON

(N° 8) — *Loi sur la sécurité et l'entretien des sentiers pour véhicules à caractère non routier/The Off-Road Trails Safety and Maintenance Act*

AVIS DE MOTIONS POUR LE PROCHAIN MARDI OÙ SERONT EXAMINÉES LES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

PROPOSITIONS

M. WISHART — Proposition visant à exhorter le gouvernement fédéral à renforcer les dispositions sur le cautionnement pour lutter contre la hausse du taux de crimes violents

2. Attendu :

que le Canada enregistre une hausse du taux de crimes et d'infractions violents et que le Manitoba n'est pas épargné par cette tendance nationale;

que la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan constatent également cette tendance et, en raison de la hausse de crimes violents, que des Canadiens innocents deviennent victimes de crimes perpétrés par des récidivistes;

qu'un grand nombre de personnes qui commettent des crimes violents sont connues de la police et du système judiciaire et qu'elles ont été mises en liberté sous caution malgré les crimes violents qu'elles ont commis et les accusations de tels crimes portées contre elles;

que cette année, Winnipeg a malheureusement déjà enregistré un nombre d'homicides sans précédent;

que ce gouvernement provincial est uni dans la défense des victimes de crimes violents et de violence familiale ainsi que des survivants d'abus sexuels;

que ce gouvernement provincial s'engage à mettre en œuvre des mesures de prévention afin d'améliorer la sécurité de tous les Manitobains;

que le gouvernement fédéral est responsable du *Code criminel* (Canada) et qu'il a le pouvoir de mettre en œuvre des mesures de sécurité publique pour empêcher la mise en liberté sous caution des personnes qui risquent de récidiver;

que la coalition des libéraux et des néo-démocrates au niveau fédéral pourrait se ranger du bon côté et se joindre au gouvernement provincial afin de défendre les Manitobains et de s'efforcer d'assurer leur sécurité;

que les victimes de crimes violents devraient avoir l'assurance que justice leur sera rendue peu importe les armes utilisées lors des crimes,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba soit exhortée à s'unir et à demander au gouvernement fédéral d'améliorer les lois pénales et d'apporter des modifications prévoyant l'ajout des armes blanches au paragraphe 515(6) du *Code criminel*, lequel paragraphe est fondé sur le principe du renversement du fardeau de la preuve, pour faire en sorte que les Canadiens soient mieux protégés et que les délinquants violents qui demandent la mise en liberté sous caution soient traités comme il se doit.

AVIS DE RÉUNIONS DE COMITÉ

Le Comité permanent du développement social et économique se réunira le jeudi 24 novembre 2022, à 18 heures, dans la salle 255 du Palais législatif, à Winnipeg, afin d'examiner tout projet de loi dont il est saisi.
